

Motion du CPR Midi-Pyrénées votée le 18 novembre 2017

Fondation d'un mouvement de l'écologie politique post croissant.

Afin que la fondation d'un mouvement de l'écologie politique puisse se faire avec la participation de toutes les adhérentes et tous les adhérents, telle que souhaitée dans la motion votée par le CF, le CPR Midi-Pyrénées, lors de sa session du 16 septembre 2017, a décidé l'expression des adhérent.es à travers des débats dans les groupes locaux, organisés par les bureaux des GL sous l'impulsion du Comité d'initiative régional .

METHODOLOGIE :

Il a été organisé, au moins, un débat dans chaque Groupe local qui a donné lieu à l'écriture d'une synthèse. Les synthèses des débats des GL ont été remontées au Comité d'initiative régional puis soumises au CPR. Les propositions de la région EELV-MP sont, enfin, portées par les membres du CF de Midi-Pyrénées au CF des 2 et 3 décembre 2017. Afin d'aider les bureaux des GL à organiser les débats, le Comité d'initiative Midi-Pyrénées a proposé 7 thématiques auxquelles il a été apporté des réponses.

SYNTHESE DES REPONSES :

1. Diagnostic : pourquoi en sommes-nous arrivé.es là ? La perception et le poids d'EELV dans le paysage politique français.

L'élection présidentielle et le "monarchisme" induit par la constitution de la Vième République ne permet pas de mettre en avant nos fondamentaux. Elle conduit au populisme ce que EELV rejette. L'écologie politique n'a pas trouvé de dirigeant.e pour l'incarner.

Notre message est souvent confus donc inaudible. Il est souvent accessible uniquement aux bac +5.

La faiblesse de nos résultats et la déstabilisation de notre parti suite à l'abandon de nos grand.es élu.es ont déçu nombre de militant.es qui, trop souvent, ont démissionné en cassant la dynamique.

Notre parti politique est trop synonyme d'ascension personnelle, de guerre de chefs, de tactiques politiciennes, alors que des enjeux de société importants sont en train de se jouer.

EELV ne possède pas la culture de coopération, de travail transversal. Chaque personne aime savoir qu'il y a des personnes au-dessus et au-dessous de lui.

2. Doit-on encore parler de parti politique ? Faut-il inventer une nouvelle structure pour l'écologie politique ? Laquelle ?

Il faut plus que jamais revendiquer le statut de parti et défendre le rôle crucial des partis dans une démocratie digne de ce nom. Néanmoins, ce parti devra s'adapter aux nouvelles formes de militance souhaitées par la population.

L'écologie a besoin d'un parti politique, complémentaire de l'action militante au sein des ONG et associations

La mode des "mouvements" est un trompe l'oeil. Ce sont, en fait, des partis qui proposent des candidat.e.s pour agir au niveau institutionnel.

3. Le mode de fonctionnement d'un mouvement de l'écologie politique : structuration du mouvement, démocratie interne, pouvoir, ...

La structure existante de notre parti doit être globalement préservée. La démocratie interne doit s'appuyer sur les groupes locaux. Mais le périmètre géographique des GL doit être réduit pour se confondre, au mieux, avec les circonscriptions électorales.

La discussion en présence réelle sur les décisions importantes et difficiles doit être préservée, car, elle seule, garantit la tenue de vrais débats où l'on prend le temps de s'écouter et de s'accorder sur des compromis assumés par toutes et tous.

Il est nécessaire de développer une culture de l'union et du respect du consensus. Il est indispensable de renforcer le sens du collectif dans le parti, surtout en situation de pouvoir. La place des motions doit être revisitée. Une proposition a été émise d'organiser avec toutes les forces intéressées des Assises locales des citoyen.nes et acteurs sociaux et actrices sociales qui sont engagé-es ou veulent s'engager dans la transition écologique (afin que les expériences écolos réussies se diffusent, d'autres s'inventent, les gens dans la même énergie se fédèrent, les gens isolé-es en rencontrent d'autres....)

4. Un mouvement de l'écologie politique pour aller où ?

Notre projet politique est bon. Le programme politique est construit depuis des années, beaucoup y ont travaillé. Quand on se replonge dans nos travaux précédents, nous constatons que nous avons déjà quasiment tout écrit. Un programme politique doit se construire sur des années, pas juste avant les élections. EELV développe un projet global mais il ne sait pas prioriser les axes principaux. Un manque de cohérence programmatique a été souligné lorsqu'il s'agit des alliances avec d'autres partis politiques.

5. Quelle société écologique pour demain ? Quelle place pour l'économie ?

La société écologique que nous voulons est avant tout une société pacifique où les conflits sont gérés par la discussion et le vote ; une société où les êtres vivants sont respectés et l'intérêt des générations futures préservé. L'économie d'aujourd'hui est complètement déconnectée du monde physique. Il faut inventer une économie des limites dans laquelle le progrès a sa place, mais pas l'innovation à tout prix.

Le terme de croissance devra être abandonné pour prôner une société post-croissance/résilience, à l'image des villes en transition. Certaines activités peuvent continuer à croître un certain temps, d'autres doivent décroître dès maintenant.

6. Un rassemblement sur quoi ? Ecologie d'accompagnement ou écologie de transformation ?

Le positionnement éclaté d'EELV dans l'éventail de gauche n'est pas clair pour la population. Il y a un besoin de clarifier. Pour une écologie radicale? Oui car il y a urgence. Mais attention à l'adhésion de la population! D'où le besoin d'une démarche de transformation. Il s'agit bien d'accompagner la transformation, car elle ne tombera pas du ciel ni ne résultera d'aucun "Grand soir" de l'écologie.

7. Un rassemblement avec qui ? citoyen.nes, organisations ...?

Nécessité d'un parti en interaction avec la société civile. Les actions citoyennes sont indispensables pour faire reprendre le goût à la politique.

Il y a désormais, plus que jamais, un espace à occuper entre France Insoumise d'un côté et PS/Macron de l'autre. Si un rassemblement est envisageable, il ne doit pas se faire dans l'immédiat. EELV doit, d'abord, se renforcer. Surtout ne pas se saborder. Fusionner c'est disparaître du paysage politique. Ensuite, seulement, des alliances peuvent être envisagées, sur une base contractuelle solide. Il importe de définir un périmètre de lignes rouges, de ne pas se compromettre.

Le parti, à tous les niveaux, aurait intérêt à travailler davantage à l'échelle européenne. Les élections européennes sont en ligne de mire et ce sera le bon moment pour renaître et affirmer nos idées.

8. Dans cette phase de consultation, comment améliorer la communication entre nous (CPR, groupes locaux, la Coopérative ...)?

Prendre le temps d'organiser de vrais débats "présentiels" sur quelques thèmes-clefs (exemple : faut-il revendiquer la disparition de l'élection présidentielle au suffrage universel direct ?)

La France est féodale, le pouvoir centralisé. La Vème République est « monarchique » et les institutions influencent en retour l'organisation des partis. Mais, il faut favoriser le flux Bottom-Up sur le Top-Down. Lorsque des initiatives sont prises au niveau local, il serait intéressant et stimulant de les faire remonter vers la région et/ou le national ou de les partager directement avec les autres groupes locaux.

Les liens avec la base ne fonctionnent pas. L'opinion des Groupes locaux ne remonte pas au CF via nos conseillères fédérales et conseillers fédéraux qui représentent plutôt des écuries.

D'ailleurs, le Conseil Fédéral est pléthorique. Il est composé sur la base de motions d'orientation qui deviennent des écuries politiques.

La démocratie représentative avec système de proportionnelle poussé à son maximum donne trop de place aux conflits entre motions qui créent des conflits entre personnes.

La coopérative : elle n'a pas fonctionné car elle n'a pas été portée. Pourtant, au niveau du groupe local, c'est une passerelle très intéressante pour faire entrer progressivement des militant.es et des collectifs qui viennent vers nous par ce biais et c'est un outil d'interaction avec la société civile. Mais quel bilan de la coopérative en tant que telle? Beaucoup de doutes subsistent sur l'intérêt d'une coopérative structurée au niveau national

<https://docs.google.com/document/d/1zhJDuh87BpOzD2p1AzeehJ-tAQ6jJY3b1V0DdLeSge4/edit#>